

Simplifier la vie des entreprises

Michael Klein

Il faut un environnement plus favorable aux entreprises pour doper la croissance africaine

À LA MI-2006, le Forum économique mondial a organisé un sommet économique africain au Cap. Trois chefs d'État participaient à la séance d'ouverture : Thabor Mbeki (Afrique du Sud), Armando Guebuza (Mozambique) et Jakaya Kikwete (Tanzanie). Dix ou douze ans plus tôt, ils auraient parlé apartheid, guerre civile et remise en question de l'économie de marché. Cette fois, ils ont discuté des moyens de promouvoir la croissance économique et de soutenir son principal moteur, le secteur privé. Nullement intimidés par les personnalités présentes, de jeunes Africains ont posé des questions lourdes de sous-entendus sur la durée des mandats présidentiels.

Le débat au sein et au sujet de l'Afrique a évolué, comme la réalité sur le terrain. Malgré les disparités entre pays et le retard pris par nombre d'entre eux, la situation s'est nettement améliorée sur de multiples fronts : politiques macroéconomiques, déficits budgétaires, inflation,

endettement et poids du commerce international dans l'économie. En outre, les conflits se font plus rares : l'Institut international de recherche sur la paix en recense une demi-douzaine, contre pas moins d'une vingtaine en 1999 (Gleditsch *et al.*, 2002).

À l'époque, Paul Collier, enseignant à l'université d'Oxford et observateur éminent du développement économique africain, estimait que la paix et la stabilité macroéconomique apportaient aux économies africaines des taux de croissance positifs du revenu par habitant. Un taux de 3 % était même jugé possible à condition que les économies s'ouvrent et n'entravent pas l'activité des entreprises (Banque mondiale, 2000). Mais Collier péchait par excès de prudence. La paix, la stabilité macroéconomique et quelques mesures favorables aux entreprises ont amené une croissance annuelle par habitant de 3 % à 5 % dans plus d'une dizaine de pays, soit à plus d'un quart des Africains. La croissance s'est accélérée dans

Des ouvrières kényanes préparent des roses pour l'exportation.



tout le continent, dépassant celle de l'Amérique latine, comme elle le fait depuis plusieurs années déjà. Un tournant décisif a donc été pris par rapport aux trois dernières décennies du XX^e siècle, durant lesquelles le revenu moyen par habitant avait légèrement reculé.

Un ralentissement similaire s'était produit en Asie dans les décennies qui avaient précédé le décollage spectaculaire des années 50 (graphique 1). À l'heure actuelle, l'Afrique peut-elle décoller de la sorte? Le retard à rattraper sur les économies plus avancées est tel que, selon les experts, les pays africains ont de bonnes chances de parvenir à des taux de croissance proches de 10 % (en postulant une croissance démographique d'un peu plus de 2 % l'an). Il est donc imaginable que d'ici à 2050 l'Afrique ait, en moyenne, le même niveau de revenu que les derniers pays entrés dans l'Union européenne. Dans ce cas, les enfants africains d'aujourd'hui auront le temps de voir le continent passer par tous les stades historiques du processus de développement. Mais l'Afrique doit d'abord impérativement améliorer le climat des affaires, longtemps jugé comme un obstacle aux investissements traditionnels, et, en parallèle, conduire des politiques à long terme pour développer l'éducation et l'infrastructure. En outre, des politiques macroéconomiques judicieuses devront être menées avec constance.

Sources de croissance

L'un des gros problèmes de l'Afrique est que la croissance y est rarement liée à l'essor du secteur formel. Dans une certaine mesure, le redressement actuel résulte du prix élevé des produits de base et des transferts de ressources (envois de fonds des travailleurs émigrés et aide). Au Ghana, par exemple, la demande intérieure est stimulée par les envois de fonds et l'aide, qui représentent 10 % et environ 5 % du PIB, respectivement, ainsi que par l'envol des prix du cacao et d'autres produits de base. L'exode rural est alimenté par une forte demande en zone urbaine, où les nouveaux emplois, essentiellement informels, se caractérisent par une productivité généralement deux fois supérieure à celle des emplois ruraux, d'où une hausse globale de la croissance (Banque mondiale, 2006).

Malgré l'intérêt d'une expansion du secteur informel, la pérennisation de la croissance suppose aussi que de grandes entreprises du secteur structuré aient accès au crédit et multiplient les partenariats commerciaux, puissent compter sur le respect des contrats et embauchent plus de personnel. Dans une poignée de pays, quelques emplois semblent se créer hors du secteur informel urbain et du secteur des produits de base.

Ces dernières années, les exportations de fleurs coupées kényanes et ougandaises ont décollé et l'Ouganda a trouvé de nouveaux débouchés pour les produits de la pêche. Plus récemment, l'industrie cinématographique nigériane («Nollywood») a rattrapé Hollywood et Bollywood en termes de production annuelle. Ce secteur, qui emploie un million de personnes, est le deuxième créateur d'emplois du pays, derrière l'agriculture.

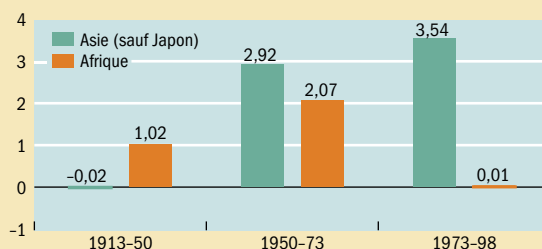
Tous ces succès ont été remportés sans aides particulières de l'État et la question est donc de savoir comment faire pour que ce dynamisme continue de s'exprimer. Il est clair que la priorité immédiate est de créer un environnement plus propice afin que les entreprises puissent s'établir et prospérer. Il faut impérativement encourager l'investissement privé en vue de parvenir à une croissance économique viable. La réussite des économies est-asiatiques reposait notamment sur des investissements

Graphique 1

Un rebond sur le mode asiatique

L'Afrique espère rééditer le rebond économique de l'Asie dans la seconde moitié du XX^e siècle.

(croissance du PIB par habitant, en pourcentage)



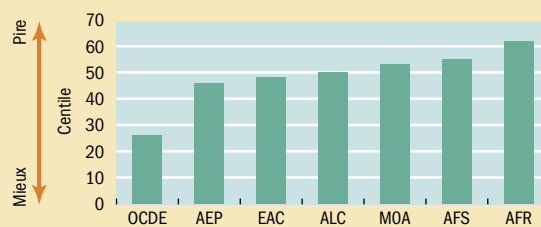
Source : Maddison (2001).

Graphique 2

Une véritable course d'obstacles

L'Afrique multiplie les entraves à la conduite des affaires.

(indice de facilité d'exercice d'une activité; 0-100)



Source : Banque mondiale, base de données *Doing Business*.

Note : OCDE : pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques; AEP : Asie de l'Est-Pacifique; EAC : Europe-Asie centrale; ALC : Amérique latine-Caraïbes; MOA : Moyen-Orient-Afrique du Nord; AFS : Afrique du Sud; AFR : Afrique subsaharienne.

privés cinq fois supérieurs aux investissements publics. Or, en Afrique, les premiers sont inférieurs de moitié aux seconds depuis quelques décennies.

Améliorer le climat des affaires

Pour l'avenir à plus long terme, les gouvernants et les observateurs extérieurs s'inquiètent généralement de l'éducation et de l'état des infrastructures matérielles, où les carences sont manifestes. Néanmoins, on peut agir dans quantité d'autres domaines pour améliorer plus vite l'environnement économique, en simplifiant, par exemple, les innombrables règlements et obligations qui compliquent la tâche des entrepreneurs et les incitent à préférer le secteur informel. Ces règles concernent l'immatriculation des sociétés, le recrutement, l'accès au crédit, le commerce, l'exécution des contrats et les réinvestissements.

Certains observateurs estiment que toutes ces prescriptions n'ont guère d'importance, parce qu'elles sont peu respectées et que l'activité économique africaine est essentiellement informelle. Mais ils prennent le problème à l'envers. Le secteur non structuré se développe précisément parce que le fonctionnement du secteur formel est trop restrictif et que le respect des engagements dépend plus du bon vouloir de l'administration que de l'application des règles. Le rapport du Groupe de la Banque mondiale *Doing Business* a montré que les réglementations africaines étaient les plus contraignantes (graphique 2). C'est

en Afrique qu'il est le plus difficile de monter une affaire, que la solvabilité des emprunteurs potentiels pose le plus de problèmes aux banques et qu'il est le plus compliqué de faire du commerce. Même le droit du travail a souvent un effet dissuasif. La Sierra Leone est le pays du monde qui impose le plus de congés payés (38 jours par an). Du coup, le secteur informel est en plein essor. Des réglementations conçues en principe pour protéger les citoyens les rendent en fait plus vulnérables en réduisant les possibilités d'occuper des emplois plus productifs et mieux payés.

La simplification des démarches administratives s'impose aussi dans le secteur commercial. Certes, l'Afrique est lourdement pénalisée par l'état de ses routes, le manque de fiabilité voire l'absence de réseaux électriques ou l'inefficacité de ses ports, mais la lenteur des transports n'est pas le principal motif de retard des livraisons; d'après *Doing Business*, le problème est imputable à la paperasserie, aux contrôles et aux formalités douanières (graphique 3).

Des progrès peuvent aussi être réalisés à brève échéance en gérant mieux les entreprises existantes. Même si les salariés sont assez peu qualifiés, l'essentiel est de bien utiliser leurs compétences. Les usines de textiles et de confection africaines sont presque aussi productives que leurs homologues chinoises (graphique 4, partie de gauche). Les plus gros écarts de productivité recensés par les études de la Banque mondiale sont de 2 pour 1. Mais, globalement, les entreprises chinoises sont bien plus productives. En tenant compte des achats, des ventes et autres activités (productivité totale des facteurs), les écarts peuvent atteindre 10 pour 1 (graphique 4, partie de droite). Autrement dit, les travailleurs africains peuvent être très productifs s'ils sont bien gérés. Il n'est pas nécessaire d'attendre que la génération actuelle ait terminé sa scolarité pour que la croissance commence à décoller.

Amorcer le changement

Il y a juste trois ans, quand la première édition de *Doing Business* est parue, les ministres africains ont déploré que la Banque mondiale, une fois encore, stigmatise l'insuffisance des progrès au lieu de prendre acte des avancées significatives réalisées sur

Graphique 4

Écart de productivité

La productivité est freinée par le manque d'investissement mais aussi par la mauvaise gestion.

(productivité en usine, %; Chine = 100)



(productivité totale des facteurs, %; Chine = 100)



Source : Eifert, Gelb, and Ramachandran (2005).

le front macroéconomique. Aujourd'hui, tous les dirigeants du continent adhèrent au programme de réformes microéconomiques. Selon *Doing Business* 2006, l'Afrique occupait un rang intermédiaire dans le classement des réformateurs en 2005. Cette année, deux pays africains (Ghana et Lesotho) figurent parmi les premiers (Banque mondiale et SFI, 2006a, b). En Afrique, la simplification de l'immatriculation des entreprises est une des réformes les mieux acceptées, comme celle qui touche à la délivrance et à l'enregistrement des titres de propriété. Les efforts portent donc sur les aspects fondamentaux soulignés et vulgarisés par l'économiste péruvien Hernando de Soto («Écouter les chiens qui aboient», *Finances & Développement*, décembre 2003).

Créer un environnement plus favorable aux entreprises peut sembler difficile, mais l'Afrique avance dans la bonne direction. Outre les meilleurs élèves de la région subsaharienne (Afrique du Sud, Botswana, Maurice, Namibie), plusieurs autres pays ont progressé dans différents domaines. Par conséquent, un pays africain réformateur qui adopterait les meilleures règles en vigueur dans ces autres pays se classerait comme la Suède, c'est-à-dire parmi les 20 premiers réformateurs mondiaux (selon les critères de *Doing Business*).

Pour les réformes de fond, il est intéressant de connaître les réactions des entreprises. Il faut instaurer un dialogue officiel entre le public et le privé. Fait encourageant, un nombre croissant de gouvernements africains créent des conseils d'investisseurs permettant au secteur privé de communiquer avec les plus hautes instances administratives.

Beaucoup reste à faire, mais des progrès substantiels sont clairement possibles, même avec des réformes partielles. En Inde, par exemple, les mini-réformes du climat des affaires opérées au milieu des années 80 ont offert de nouvelles perspectives aux entreprises en indiquant que l'État renonçait à la planification centralisée (Rodrik and Subramanian, 2004).

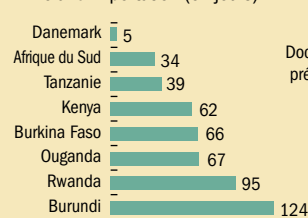
Les réformes que les pays les plus pauvres doivent envisager concerneront souvent l'immatriculation des entreprises, le respect des contrats, l'attribution et l'enregistrement des titres de propriété, la facilitation des échanges commerciaux, l'évaluation des risques de crédit et les taxes. Les entreprises africaines sont soumises à une fiscalité très lourde. Dans le secteur structuré, c'est même la plus élevée au monde (graphique 5). Rien d'étonnant, donc, à ce que les entreprises demeurent dans le secteur informel. Le Ghana, l'un des meilleurs réformateurs africains, a très bien su faire augmenter

Graphique 3

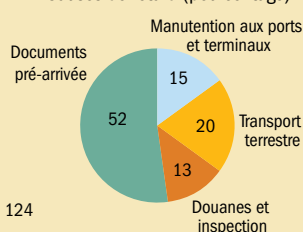
Lourdeurs administratives

Démarches et procédures douanières, principales causes de retard pour les exportateurs et importateurs en Afrique.

Délai d'importation (en jours)



Causes de retard (pourcentage)



Source : Banque mondiale, base de données *Doing Business*.

les rentrées pour combler son déficit budgétaire. La hausse des recettes (7 points de PIB de 2000 à 2005) est bénéfique pour le budget mais pèse très lourdement sur le secteur privé. Proches de celles des pays industrialisés, les dépenses publiques africaines, nettes de transferts, sont parmi les plus élevées au monde.

Promouvoir les réformes

Les dirigeants africains n'ont pas souscrit au changement uniquement pour suivre la Banque mondiale. Après réflexion, les gouvernants d'Afrique et d'ailleurs ont compris qu'il était judicieux d'améliorer le climat des affaires, pour créer des emplois et réduire le secteur informel — où les travailleurs ne sont pas protégés et sont souvent mal rémunérés — et pour contribuer à l'intégration des jeunes et des femmes dans la population active. En définitive, il s'agit de faire en sorte que la réussite dépende du respect des règles et non des relations des intéressés.

Les gouvernants du monde entier ont appris les vertus de la stabilité macroéconomique pour leur pays, pour les habitants les plus pauvres en particulier, ne serait-ce que parce qu'ils ne peuvent pas placer leur argent à l'étranger ni se protéger autrement de l'inflation. Néanmoins, on a aussi observé une réaction violente à la privatisation des actifs publics dans les secteurs des ressources naturelles et des infrastructures surtout en Amérique latine. De nombreux dirigeants hésitent à perdre ce qu'ils considèrent comme la maîtrise de pans clés de l'économie. Mais ceux qui s'opposent aux privatisations par trop contentieuses sont aussi ceux qui décident de réformer le climat des affaires, les africains n'étant pas les derniers de la liste.

Il faut espérer que les efforts de collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les pays bailleurs de fonds permettront d'avancer. Sous l'égide du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, un fonds destiné à améliorer le climat des investissements en Afrique a été lancé en juin 2006, lors du sommet du Forum économique mondial au Cap. À ce jour, les engagements des donateurs se montent à 100 millions de dollars. Ainsi doté, ce fonds ouvert pour une période de sept ans pourrait faciliter et appuyer les réformes entreprises dans toute l'Afrique pour favoriser l'investissement.

Le message envoyé par les gouvernants sera déterminant. Si les réformes ne sont brandies que pour satisfaire une partie extérieure, mais que les dirigeants ne semblent pas réellement y adhérer, elles ne fonctionneront pas. *A contrario*, si les entreprises sont convaincues que les pouvoirs publics mettront leurs réformes en œuvre petit à petit, elles investiront, même si les premières initiatives sont modestes. Après tout, les meilleurs rendements sont obtenus en investissant dans un environnement économique médiocre mais voué à s'améliorer.

«Si les entreprises sont convaincues que les pouvoirs publics mettront leurs réformes en œuvre petit à petit, elles investiront, même si les premières initiatives sont modestes.»

Si banal que cela puisse sembler, la clé du succès est dans les mains des dirigeants africains. Les propos tenus par des chefs d'État tels que Thabor Mbeki, Armando Guebuza et Jakaya Kikwete à l'occasion de rencontres comme le Forum économique mondial sont vraiment importants. Ils donnent le ton. Si le ton est juste et que les actes suivent, même très graduellement, les investisseurs privés africains et étrangers s'enhardiront et prendront des risques. Lorsque l'on écrira l'histoire du XXI^e siècle, il pourrait apparaître clairement que, comme l'Asie de l'Est à la fin des années 50, l'Afrique d'aujourd'hui est sur le point d'étonner la planète. ■

Michael Klein est économiste en chef de la Société financière internationale.

Bibliographie :

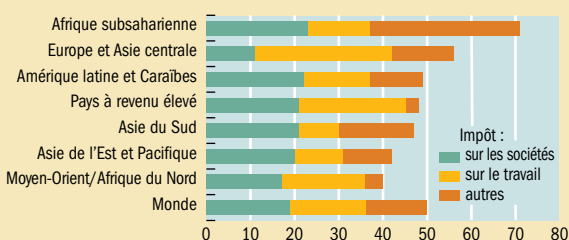
- Banque mondiale, 2000, *Can Africa Claim the 21st Century?* (Washington).
- , 2006, "Investment Climate Assessment: Ghana" (unpublished; Washington).
- Banque mondiale et Société financière internationale, 2006a, *Doing Business in 2006: Creating Jobs* (Washington).
- , 2006b, *Doing Business in 2007: How to Reform* (Washington).
- Eifert, Benn, Alan Gelb, and Vijaya Ramachandran, 2005, "Business Environment and Comparative Advantage in Africa: Evidence from the Investment Climate Data," Working Paper No. 56 (Washington: Center for Global Development).
- Gleditsch, Nils Petter, Peter Wallensteen, Mikael Eriksson, Margareta Sollenberg, and Havard Strand, 2002, "Armed Conflict 1946–2001: A New Dataset," *Journal of Peace Research*, No. 39 (September), p. 615–37; on trouvera davantage d'information sur : <http://www.prio.no/cscw/armedconflict>, version 03–2005.
- Maddison, Angus, 2001, *The World Economy: A Millennial Perspective* (Paris : Organization for Economic Cooperation and Development).
- Rodrik, Dani, and Arvind Subramanian, 2004, "From 'Hindu Growth' to Productivity Surge: The Mystery of the Indian Growth Transition," IMF Working Paper No. 04/77 (Washington: International Monetary Fund).

Graphique 5

Impôts dissuasifs pour les entreprises

L'Afrique subsaharienne a la plus forte pression fiscale.

(taux d'imposition total moyen pour 2005, en pourcentage)¹



Source : Banque mondiale, base de données *Doing Business*.

¹Méthodologie expliquée dans les notes afférentes aux données dans *Doing Business*.